



DÉCLARATION PRÉALABLE De l'UNSA Éducation Guyane au C T A du 12 mars 2018

Monsieur le Recteur, Mesdames, Messieurs les membres du CTA,

L'impression de déjà vu dans l'académie de la Guyane est omniprésente.

Il y a un peu moins d'un an, l'UNSA-Éducation et l'ensemble des syndicats qui la composent, demandions une évaluation légitime du projet académique qui se termine, mais force est de constater qu'il a fallu passer par un rapport de force pour que celui-ci soit fait à minima. Depuis la grand-messe de janvier, nous attendons de savoir ce qu'il en est. Nous avons déjà un projet académique qui prenait en compte les difficultés, spécificités et réalités de la Guyane.

À quoi bon vouloir tout défaire, quand il suffit juste d'actualiser ?

Le dialogue social qualitatif se fait attendre par les personnels et cela entraîne une pénibilité qui a de plus en plus de mal à se contenir.

Monsieur Jean-Marc Sauvé, vice-président du Conseil d'État, constate dans son dernier rapport que « les réformes sont imposées d'en haut et les fonctionnaires n'y sont pas assez partie prenante ». « Faire de chaque personnel l'acteur de son propre changement », nous l'avons écrit et réclamé pour la mise en place et la déclinaison d'une réelle politique éducative.

L'opinion publique est centrale dans la politique de notre ministre. Il s'exprime sur bien des sujets, les médias parlent et écrivent beaucoup. Stratégie délibérée de faire des annonces qui rencontrent le grand public. Nous sommes à notre échelle sous le coup des mêmes effets d'annonces et d'innovations à tour de bras mais nous sommes loin des effets escomptés et surtout attendus par les personnels et plus largement de la société civile.

La carte scolaire devrait être au cœur de votre politique académique car c'est elle qui par les moyens attribués à l'académie permettra de répondre aux besoins des élèves.

Des besoins identifiés, comme par exemple, la création de postes d'enseignants supplémentaires pour respecter l'orientation politique du gouvernement pour les "CP dédoublés".



Cette année scolaire, des moyens (PDMQDC) ont été détournés pour dédoubler des CP. Pour justifier ce détournement de postes, vous aviez évoqué avoir été pris de court. Un an après des postes supplémentaires sont créés sans qu'aucun bilan qualitatif n'ait été fait auprès des élèves et sans qu'aucune formation n'ait été apportée aux personnels.

Pour l'UNSA-Éducation Guyane, il n'y a aucune volonté affichée de votre part, de rendre performants les enseignants et de faire réussir tous les élèves de Guyane.

Monsieur le Recteur, nous nous rapprochons à grands pas du mouvement intra départemental des personnels et beaucoup d'interrogations restent en suspens.

Le CAPPEI devra enfin prendre sa vitesse de croisière et c'est dans cette instance que nous devons tracer ses contours à tous les niveaux, parce que les modalités sont à rappeler dans la circulaire du mouvement qui tarde déjà à paraître.

La circulaire du 15 mars 2017, sur le remplacement, doit aussi être mise en application pour la prochaine rentrée scolaire. Certes des discussions ont été entamées avec les représentants du personnel élus en CAPD, mais cette circulaire doit être présentée en CTA pour être débattue et annexée à la circulaire du mouvement.

A la demande de l'UNSA-Éducation Guyane vous vous étiez engagé à délivrer des ordres de missions ouvrant droit aux remboursements de frais kilométriques et d'hébergement pour les enseignants qui auront/auraient à faire des déplacements pour le remplacement et/ou les réunions statutaires (animations, réunions diverses, ...). Pourquoi cette décision n'est-elle pas appliquée ?

Pour revenir aux travaux sur la carte scolaire, nous attendons que la politique académique soit clairement affichée. Si tel était le cas, nous n'aurions pas eu à avoir ces tensions en GT et les instances se seraient tenues en temps et heure.

Cela d'ailleurs, nous permet de faire la transition sur votre absence de projection. Nous sommes dans une instance qui à notre regard, navigue à vue.

Où est le calendrier des CTA que nous réclamons depuis la rentrée scolaire ? Existe-t-il ? Si oui, pourquoi ne pas le donner aux membres du CTA ?

Toujours dans cette inexistence de projection, un autre exemple emblématique est le calendrier scolaire pour l'année 2018-2019. Nous sommes à moins de 6 mois de la future rentrée scolaire et ce document n'existe tout simplement pas. Si nous ne l'avions pas réclamé à plusieurs reprises avec insistance, il n'aurait pas été à l'ordre du jour de cette séance. Pourtant, un calendrier est essentiel pour tous et à tous les niveaux (personnels, établissements, partenaires de l'École) et encore plus, au pilotage de l'académie. De quoi encore nous poser des questions.

Alors oui, il faut de l'innovation dans l'académie, mais nous restons persuadés que « ce n'est pas en améliorant la bougie qu'on a inventé l'ampoule électrique » et que tout changement doit se faire avec une anticipation minutieuse. Il serait temps de démontrer que l'efficacité s'obtient en faisant le suivi effectif des dossiers de l'académie et pas que dans une posture communicationnelle qui a déjà prouvée ses limites.

Les représentants de l'UNSA-Éducation

